



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 avril 2026

L'an deux mille vingt-six et le 14 avril à 19h00,

Le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Romain RIBEYRE, Maire.

Présents : RIBEYRE Jean-Romain, PETIT Ingrid, ANDRE Augustin, ROCHE Eliette, AUDIGIER Nicolas, NGUYEN-BINH Isabelle, GHALKAOU Ramzi, FRANCOIS Isabelle, POYET Norbert, CAPRIOGLIO Florence, RIBELLINO Franck, AULAGNER Pauline, BERNARD Nathan, SAUGET Elisabeth, OBERTI Patrice, ARCHINARD Catherine, DELVALLEE Cédric, FERRAGUT Patrice, LENAIN Franck, DUMONT Marc, PERRUSSET Benoit, ROUX Patricia, SOARES Mathieu, CAYRON Blandine, VERMOREL Guillaume, ORSET Marie, CHAILAN Thierry

Excusés : BENOIT Céline donne procuration à Jean-Romain RIBEYRE, HADDAD Catherine donne procuration à Nicolas AUDIGIER, BAULAND Manon donne procuration à Ingrid PETIT, TEYSSIER Nicolas donne procuration à Pauline AULAGNER, HUMBERT Evelyne donne procuration à Augustin ANDRE

Absent :

Secrétaire de séance : Marc DUMONT

Date de la convocation :

Délibération n° 2026-073

8 avril 2026

OBJET : Recrutement des contractuels afin d'assurer la continuité des services

Transmis au représentant de l'Etat le : 16 AVR. 2026

Affiché le :

Notifié le : 16 AVR. 2026

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1, 3 1° et 3 2°) ;
Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Considérant que les besoins des services municipaux peuvent justifier l'urgence de recrutement d'agents contractuels sur des emplois permanents ou non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonniers d'activité, et pour faire face au remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire ou de droit privé momentanément indisponible, pour assurer le soutien ponctuel des services en tension,

Vu la nécessité d'assurer la continuité du service public ;

Monsieur Le Maire demande à l'assemblée délibérante l'autorisation de recruter des contractuels de droit public ou de droit privé, des contrats « aidés », des contrats d'apprentissage ou par alternance pour le budget principal, les budgets annexes et l'abattoir :

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire, pour la durée du mandat, à recruter des contractuels de droit public, de droit privé pour le budget principal, les budgets annexes et les abattoirs, pour faire face à des besoins liés :
 - au remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non titulaire dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée, ou un agent de droit privé ; ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer ; ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent ;
 - à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs ;
 - à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 2°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs ;
 - à des besoins en CDD ou CDI (droit privé) liés à une convention collective.
- **Charge** Monsieur le Maire d'identifier les besoins de recrutement et de déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions concernées et de leur profil ;
- **Demande** la prévision d'une enveloppe de crédits affectée à chaque budget.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Extrait certifié conforme,

Jean-Romain RIBEYRE,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)